



# Les Guinéens veulent un gouvernement responsable et la limitation des mandats présidentiels

Dépêche No. 328 d'Afrobarometer | Thomas Isbell, Sadhiska Bhoojedhur, et Aliou Barry

## Sommaire

En Guinée, les élections ont rarement été une sinécure. Retards, conflits, et violence ont marqué beaucoup d'élections alors que de nombreuses formations politiques s'affrontaient et que les forces de sécurité s'opposaient aux manifestants dans la rue.

Les élections municipales programmées pour 2010, par exemple, ont été retardées de huit années en raison du manque de financement, des conflits politiques, et de l'épidémie d'Ebola (News24, 2018). Lorsqu'elles ont finalement été organisées en février 2018, l'opposition a lancé des accusations de fraude électorale et la violence a éclaté dans les rues, tuant plus de 10 personnes. Il a fallu plus de six mois aux partis au pouvoir et de l'opposition pour s'accorder sur les résultats finaux des élections – un accord qui a rapidement volé en éclats, sous la pression davantage de conflits politiques (Corey-Boulet, 2018).

De même, les élections parlementaires ont été reportées à plusieurs reprises, résultant également en des manifestations et des actes de violence. Dans de nombreux cas, les forces de sécurité et armées ont été accusées de faire un recours excessif à la force contre les manifestants (Human Rights Watch, 2018).

Ces dernières semaines, les manifestations contre la possibilité d'une révision de la Constitution susceptible de permettre au Président Alpha Condé de briguer un troisième mandat sont devenues mortelles lorsque la police a ouvert le feu contre les manifestants (Samb, 2019; Corey-Boulet, 2018; Africanews, 2019). Dans ce contexte, il est peu certain que les élections présidentielles de 2020 tiennent comme prévu.

Nous nous servons, dans cette dépêche, des données d'enquête d'Afrobarometer pour analyser la perception que les Guinéens ordinaires ont de leurs élections. Nous observons un soutien massif au choix des dirigeants à travers des élections libres et transparentes, quand bien même une majorité de citoyens n'ont pas confiance en la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et pensent que la compétition multipartite conduit souvent à de violents conflits.

La plupart des Guinéens sont en faveur de la limitation à deux des mandats du Président. Quant aux modifications du code électoral, les Guinéens sont en faveur de permettre aux candidats indépendants de se présenter aux élections et d'exiger des quotas-genre en vue de favoriser l'élection des femmes.

## Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer conduit un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes à travers l'Afrique. Sept rounds d'enquêtes étendus à 38 pays ont été réalisés entre 1999 et 2018. Les enquêtes au titre du Round 8 devraient couvrir au

moins 35 pays en 2019/2020. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, a interviewé un échantillon représentatif, aléatoire, et stratifié de 1.200 adultes guinéens en mai 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau national avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été réalisées en Guinée en 2013, 2015, et 2017.

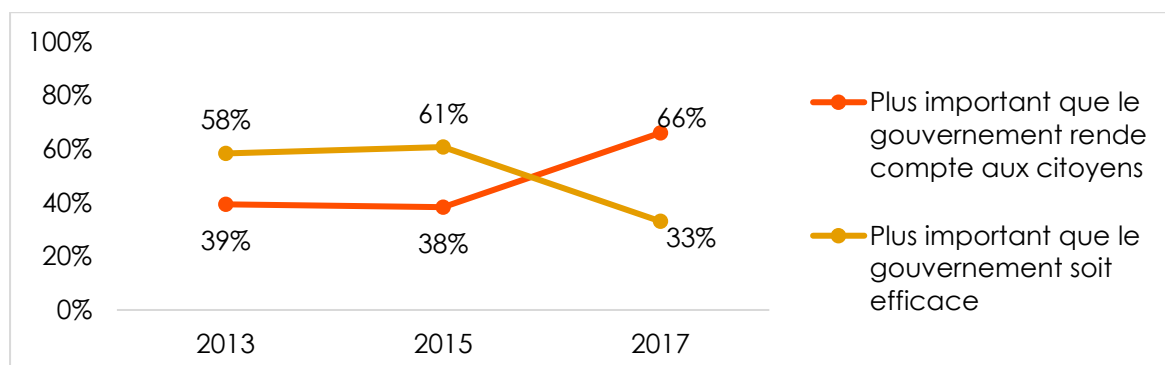
## Résultats clés

- Deux-tiers (66%) des Guinéens affirment qu'il est plus important que le gouvernement rende compte au peuple plutôt que d'être efficace, un accroissement de presque 30 points de pourcentage par rapport aux rounds précédents.
- Huit sur 10 Guinéens (80%) soutiennent que les élections sont la meilleure manière de choisir leurs dirigeants. Alors que la plupart des Guinéens (77%) pensent que la compétition partisane conduit « souvent » ou « toujours » à des violents conflits, deux sur trois (65%) affirment quand même que plusieurs partis sont nécessaires pour donner aux électeurs une chance véritable de choisir.
- Six sur 10 Guinéens (61%) affirment que leurs dernières élections nationales étaient globalement libres et transparentes.
- Quant au code électoral, plus de huit citoyens sur 10 (82%) affirment que les mandats présidentiels devraient être limités à deux. Des majorités sont en faveur de la modification du code électoral pour permettre d'ouvrir la compétition électorale aux candidats indépendants (57%), d'instituer un quota-genre de 30% en faveur des candidats de sexe féminin (85%), et de rendre électives les fonctions de pouvoir au niveau des quartiers et districts (85%).

## Reddition de comptes ou efficacité

Deux Guinéens sur trois (66%) considèrent qu'il est plus important d'avoir un gouvernement qui rende compte aux citoyens, même si cela signifie que les prises de décisions sont plus lentes, que d'avoir un gouvernement efficace. Le soutien à la reddition de comptes plutôt qu'à l'efficacité du gouvernement s'est accru de presque 30 points de pourcentage depuis les enquêtes de 2013 et 2015 (Figure 1).

**Figure 1: Reddition de compte ou efficacité du gouvernement? | Guinée | 2013-2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions.

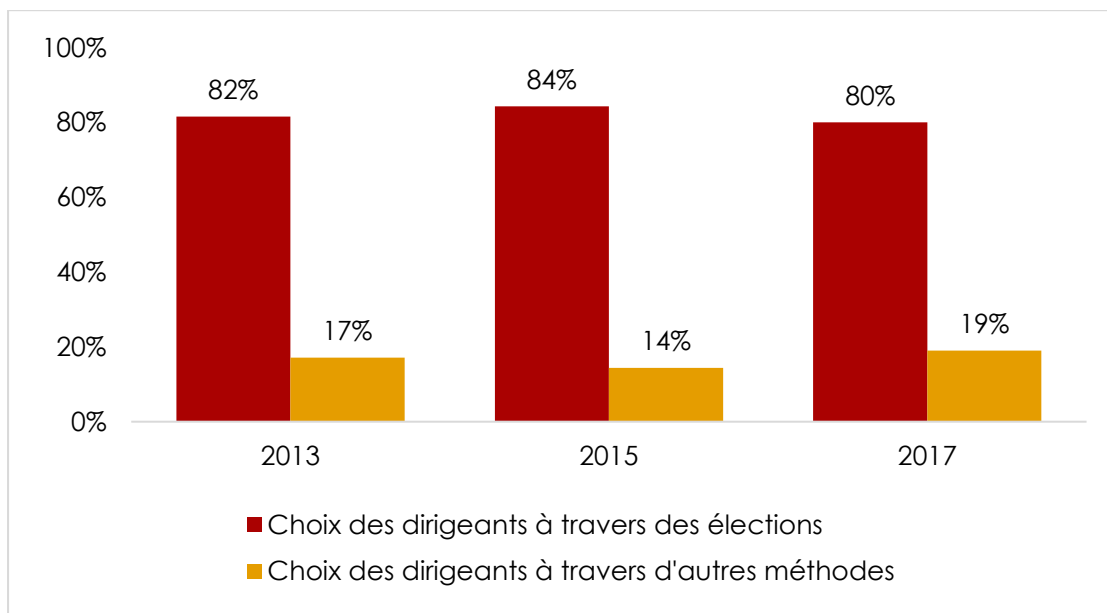
Affirmation 2: Il est plus important que les citoyens puissent demander des comptes au gouvernement, même si cela entraîne la lenteur des prises de décision.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Opinions eu égard aux élections

Conformément à la demande de reddition de comptes par le gouvernement, huit Guinéens sur 10 (80%) affirment que des élections régulières, libres, et transparentes sont le meilleur moyen de choisir leurs dirigeants – un soutien aux élections quelque peu plus fort qu'en moyenne à travers 34 pays africains enquêtés en 2016/2018 (75%). Le soutien aux élections a été assez constant en Guinée depuis la première enquête d'Afrobarometer en 2013 (Figure 2).

**Figure 2: Choix des dirigeants par le moyen d'élections ou d'autres méthodes**  
 | Guinée | 2013-2017



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

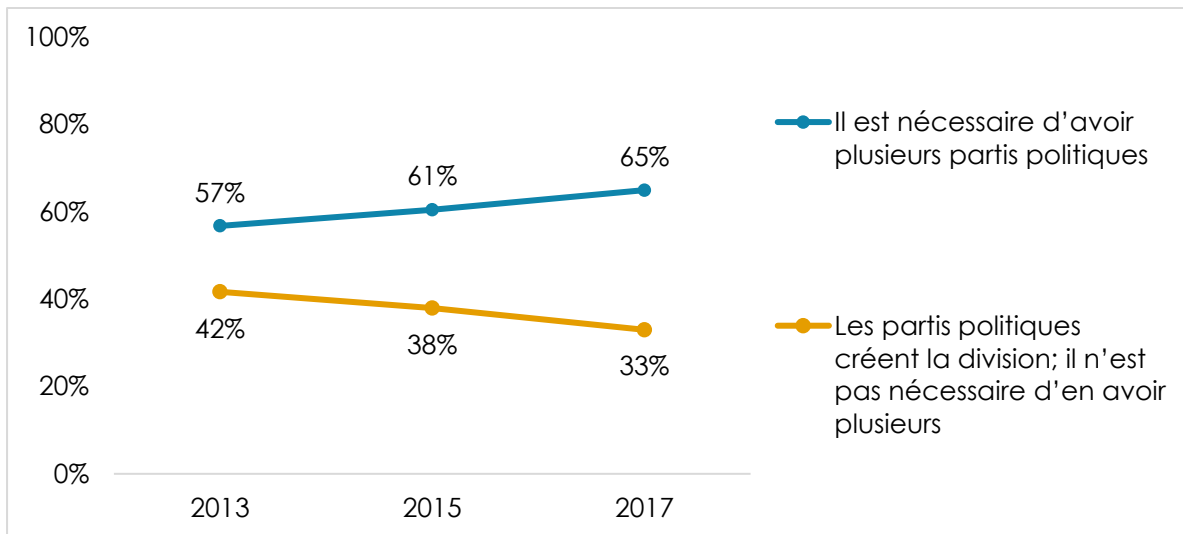
Affirmation 2: Etant donné que les élections donnent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Et les élections devraient permettre une compétition multipartite, selon deux-tiers (65%) des Guinéens. Dans un contexte de volatilité de la scène politique (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2013) avec plus de 150 partis, dont beaucoup sont créés et contrôlés par un seul leader, la proportion des citoyens qui affirment qu'il est nécessaire d'avoir beaucoup de partis politiques pour s'assurer que les citoyens aient véritablement le choix dans les urnes s'est accru de façon constante depuis 2013 (57%). Parallèlement, la proportion des répondants qui affirment que les partis politiques créent la division et que la Guinée n'a pas besoin d'en avoir beaucoup a chuté à un tiers (33%) (Figure 3).

Le soutien à la compétition multipartite est fort quand bien même plus de trois-quarts (77%) des Guinéens pensent que la compétition entre les partis politiques conduit « souvent » ou « toujours » aux conflits violents – une perception qui a gagné 10 points de pourcentage depuis 2015 (Figure 4).

**Figure 3: Les partis politiques créent la division ou les partis sont nécessaires**  
 | Guinée | 2013-2017



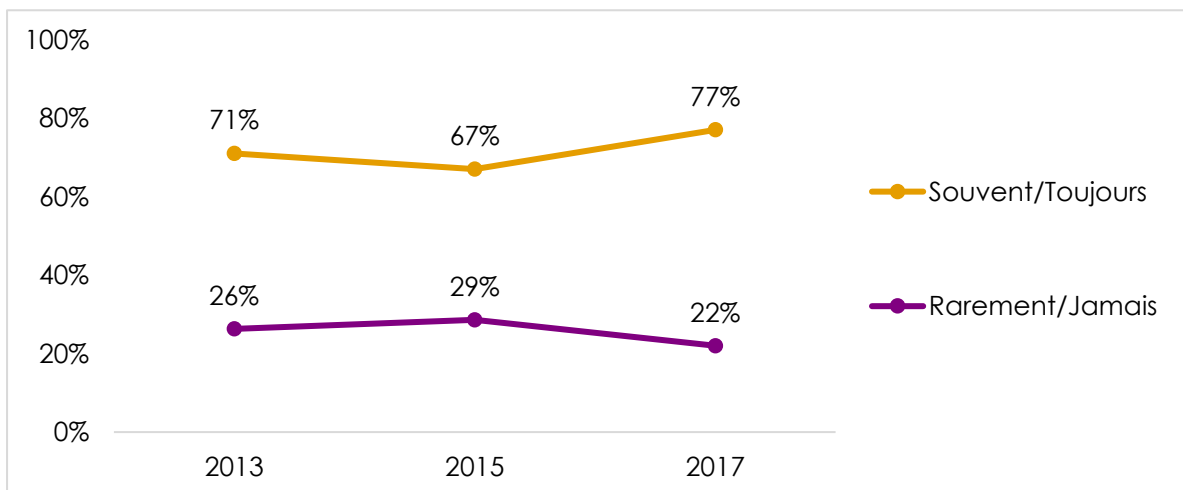
**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Les partis politiques créent la division et la confusion; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs en Guinée.

Affirmation 2: Il est nécessaire d'avoir plusieurs partis politiques en Guinée afin de garantir aux citoyens le droit de choisir leurs gouvernants.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

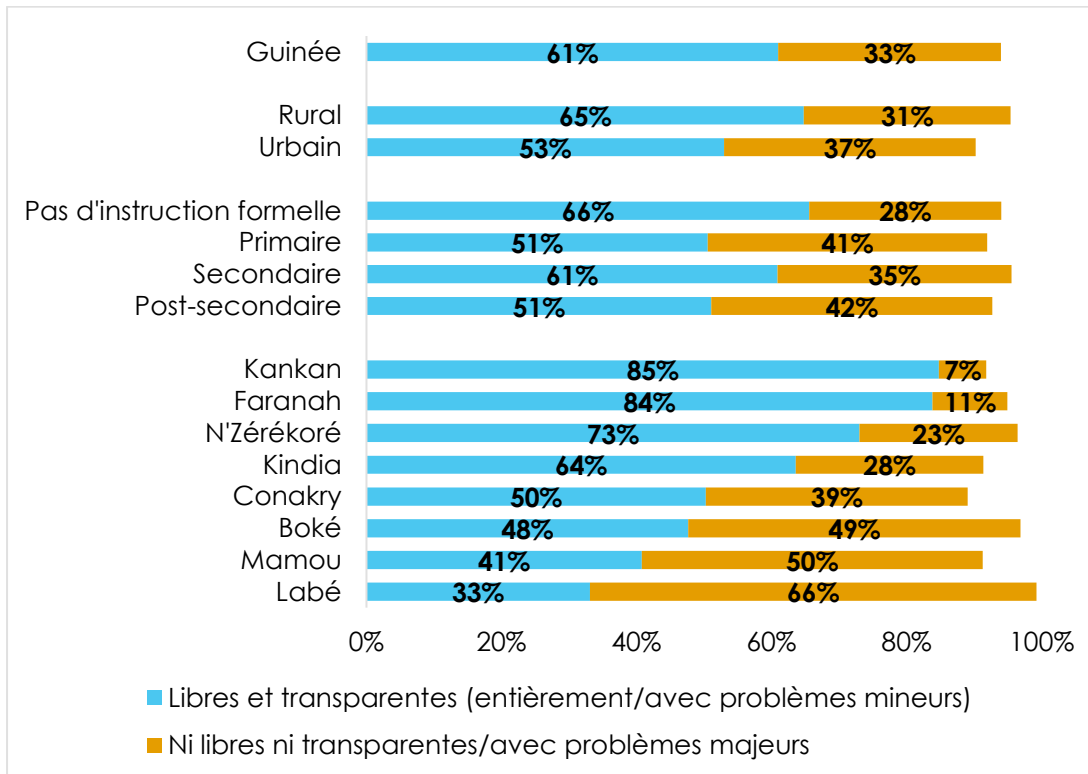
**Figure 4: La compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits?** | Guinée  
 | 2013-2017



**Question posée aux répondants:** Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que la compétition entre partis politiques conduit-elle à de violents conflits?

Six sur 10 Guinéens (61%) considèrent leurs élections nationales les plus récentes, en 2015, comme soit « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs ». Les évaluations positives de la qualité des élections sont plus communes parmi les résidents ruraux (65%) et les répondants sans instruction formelle (66%) (Figure 5).

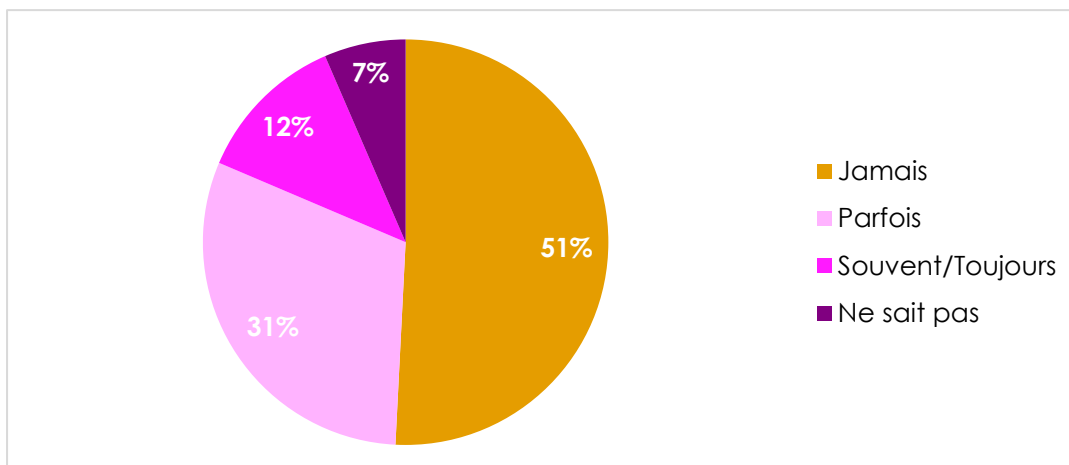
**Figure 5: Liberté et transparence des dernières élections nationales** | par groupe socio-démographique | Guinée | 2017



**Question posée aux répondants:** Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections de 2015 étaient-elles libres et transparentes?

Alors qu'une majorité considère les élections les plus récentes transparentes, sur un indicateur d'impartialité des élections, seule la moitié (51%) des répondants affirment que les candidats de l'opposition ne sont « jamais » empêchés de se présenter aux élections. Plus de quatre sur 10 disent que les candidats de l'opposition sont empêchés « parfois » (31%), « souvent » (9%), ou « toujours » (3%) de briguer un mandat électif (Figure 6).

**Figure 6: Opposition empêchée de participer aux élections** | Guinée | 2017

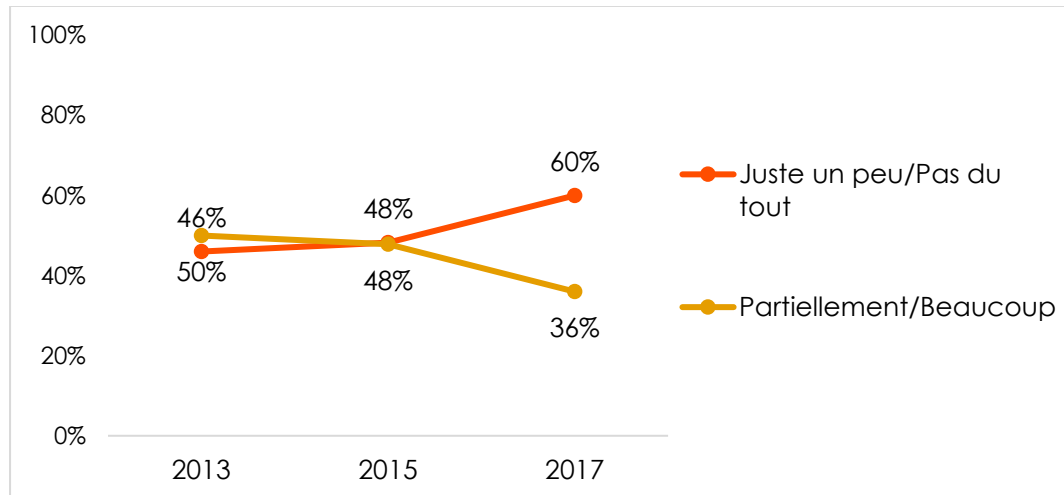


**Question posée aux répondants:** A votre avis, durant les élections dans ce pays, à quelle fréquence les candidats de l'opposition sont-ils empêchés de concourir aux postes électoraux?

Par ailleurs, environ un sur trois Guinéens seulement affirment faire confiance à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) « quelque peu » ou « beaucoup ». Le manque de confiance à l'endroit de l'administration électorale s'est considérablement accru, de 48% en 2015 à 60% en 2017 (Figure 7).

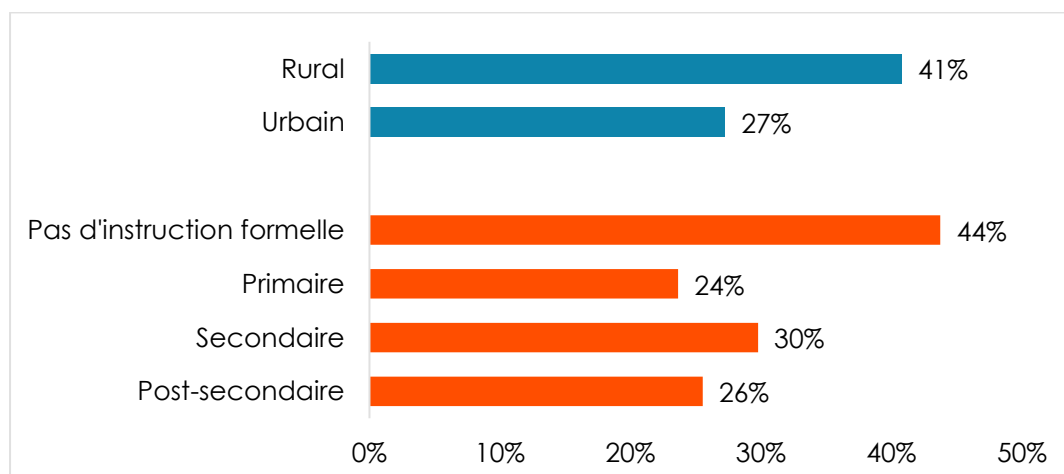
La confiance est plus élevée que la moyenne parmi les résidents ruraux (41%) et les répondants sans instruction formelle (44%) (Figure 8).

**Figure 7: Confiance populaire en la commission électorale | Guinée | 2013-2017**



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)?

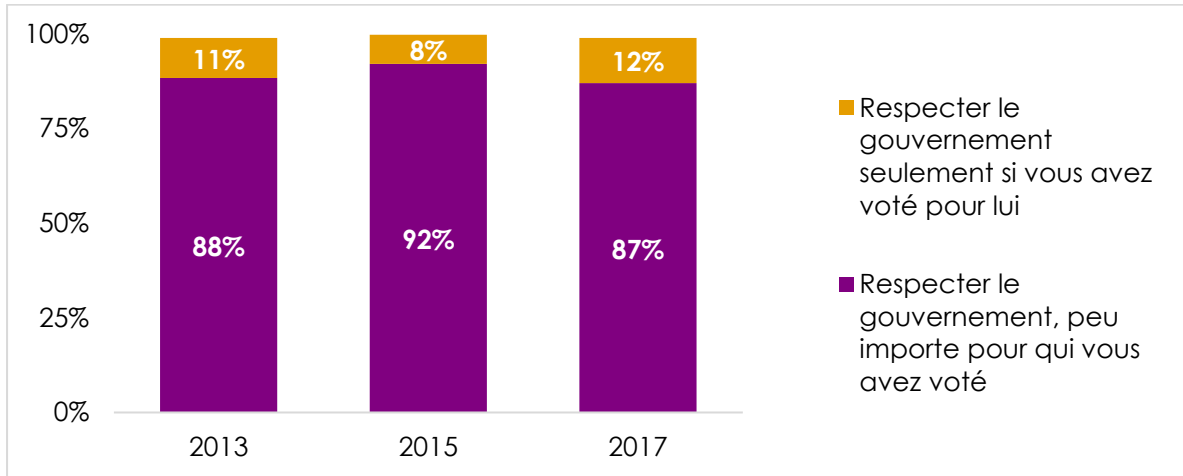
**Figure 8: Confiance populaire en la commission électorale | par groupe socio-démographique | Guinée | 2017**



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La Commission électorale nationale indépendante (CENI)?

En dépit de ces réserves, neuf sur 10 Guinéens environ affirment constamment que les citoyens doivent respecter le gouvernement élu, quel que soit le parti pour lequel ils ont voté (Figure 9).

**Figure 9: Respecter toujours le gouvernement ou seulement quand on a voté pour lui? | Guinée | 2013-2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est important de respecter le gouvernement au pouvoir, quel que soit le candidat pour lequel vous avez voté.

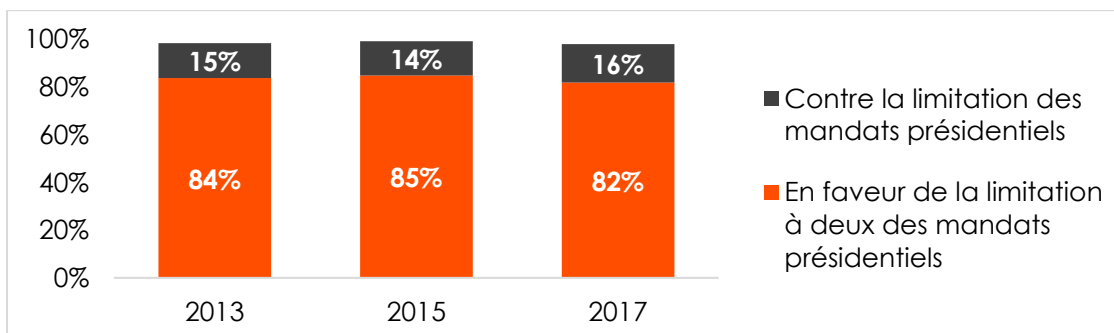
Affirmation 2: Il n'est pas nécessaire de respecter les lois d'un gouvernement pour lequel vous n'avez pas voté.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

### Opinions relatives au code électoral

Ces dernières semaines, la Guinée a été le théâtre de manifestations à grande échelle en réponse au refus de Condé d'exclure une révision de la Constitution et de renoncer à briguer un troisième mandat à l'occasion des élections de 2020 (Al Jazeera, 2019; Human Rights Watch, 2019). Huit sur 10 Guinéens (82%) sont en faveur de la limitation des mandats présidentiels à un maximum de deux, conformément à la Constitution. Le soutien à la limitation des mandats est constamment fort depuis qu'Afrobarometer a commencé à réaliser des enquêtes dans le pays en 2013 (Figure 10).

**Figure 10: Opinion par rapport à la limitation des mandats présidentiels | Guinée | 2013-2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

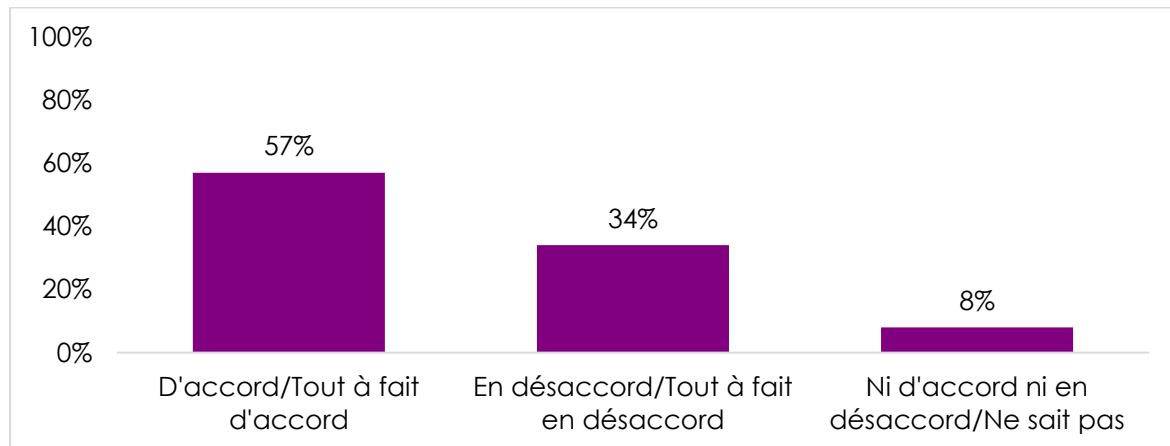
Affirmation 1: La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats.

Affirmation 2: Il ne devrait pas y avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats présidentiels.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Une moindre majorité (57%) sont également en faveur de la modification du code électoral pour permettre aux candidats indépendants de participer aux joutes électorales nationales et locales. Un sur trois répondants (34%) environ sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec cette proposition (Figure 11).

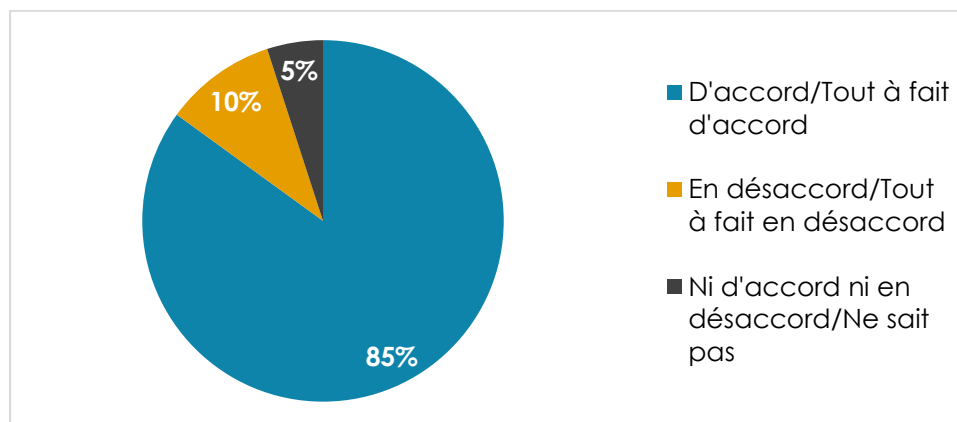
**Figure 11: Modification du système électoral: Permettre aux candidats indépendants de participer aux élections nationales et locales | Guinée | 2017**



**Question posée aux répondants:** Je vais vous lire une liste d'actions qui pourraient être entreprises pour changer les lois électorales en Guinée. Pour chacune des affirmations, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: La loi devrait être changée pour permettre aux candidats indépendants de postuler aux élections nationales et locales.

Afin d'accroître le nombre de femmes titulaires de charges politiques, une écrasante majorité (85%) de Guinéens sont en faveur d'exiger qu'au moins 30% des candidats de chaque parti politique soit de sexe féminin. Un sur 10 citoyens (10%) seulement s'opposent à cette réforme (Figure 12). Ceci s'avèrerait une première étape prometteuse vers la réalisation de la parité genre au Parlement à laquelle la Guinée s'est engagée en promulguant la loi de la parité en mai 2019. Les femmes sont actuellement titulaires de 25 seulement des 114 sièges du Parlement (21,9%) (ONU Femmes, 2019).

**Figure 12: Modification du système électoral: Quota de 30% de femmes candidates | Guinée | 2017**

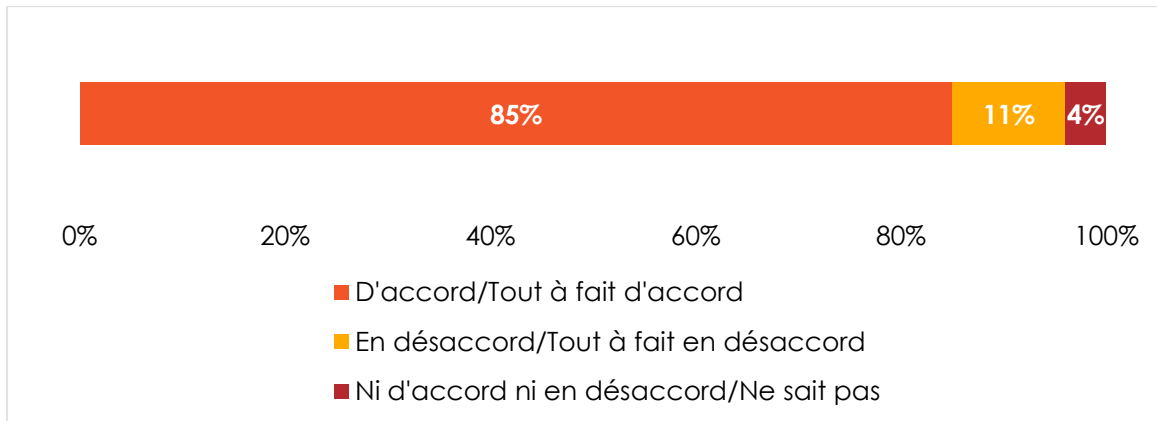


**Question posée aux répondants:** Je vais vous lire une liste d'actions qui pourraient être entreprises pour changer les lois électorales en Guinée. Pour chacune des affirmations, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Dans le but d'augmenter le nombre de femmes aux postes électifs, la loi devrait imposer aux partis politiques un quota minimum de 30% de candidatures féminines.



Enfin, en vue d'accroître la participation politique locale, la plupart des Guinéens (85%) pensent que les chefs de quartiers et de districts devraient être élus plutôt que nommés par le Président. En dépit des tentatives passées de décentralisation de l'administration politique du gouvernement Conté, les gouvernements au niveau local dépendent encore énormément du gouvernement central (Figure 13).

**Figure 13: Modification du système électoral: Election des chefs de quartiers ou de districts | Guinée | 2017**



**Question posée aux répondants** Je vais vous lire une liste d'actions qui pourraient être entreprises pour changer les lois électorales en Guinée. Pour chacune des affirmations, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord: Pour une participation locale effective, le mode de désignation des chefs de quartiers ou de districts doit être électif plutôt que nominatif.

## Conclusion

Les Guinéens soutiennent massivement les élections compétitives comme le meilleur moyen de choisir leurs dirigeants. Mais beaucoup ont également des réserves quant à la gestion de leurs élections, exprimant peu de confiance en la commission électorale et s'attendant à des conflits violents en raison de la compétition partisane.

La plupart soutiennent la limitation des mandats présidentiels et approuvent l'amélioration de leur code électoral pour permettre aux candidats indépendants de participer aux élections, accroître la représentativité des femmes à travers l'instauration d'un quota-genre, et permettre aux citoyens d'élire leurs chefs de quartiers et de districts.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soient le sujet, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

## Références

- Africanews. (2019). Guinea: Coalition to stop Conde third term launched.
- Al Jazeera. (2019). Guinea court jails opposition leaders for organising protests. 22 octobre.
- Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2013). Élections et gestion de la diversité en Afrique: Rapport sur la gouvernance en Afrique III.
- Corey-Boulet, R. (2018). Frustrated with street protests in Guinea, Conde sends in the soldiers. *World Politics Review*. 6 décembre.
- Human Rights Watch. (2018). Guinea: Deaths, criminality in post-election violence.
- Human Rights Watch. (2019). Guinea: Crackdown on right to protest. 3 octobre.
- News24. (2018). Guinea holds first local elections since military rule.
- ONU Femmes. (2019). Guinea adopts law on parity, securing equal representation of women on electoral lists. 10 mai.
- Samb, S. (2019). At least two dead in Guinea protests against change to constitution. Reuters.

**Thomas Isbell** est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: [tisbell@afrobarometer.org](mailto:tisbell@afrobarometer.org).

**Sadhiska Bhoojedhur** est analyste de recherche à StraConsult Ltd, le partenaire national à Maurice. Email: [sadhiska.bhoojedhur@gmail.com](mailto:sadhiska.bhoojedhur@gmail.com).

**Aliou Barry** est le DG de Stat View International, le partenaire national d'Afrobarometer en Guinée. Email: [aliou.newton@gmail.com](mailto:aliou.newton@gmail.com).

Afrobarometer dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches qui réalise des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays africains. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays depuis 1999. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

Le 7ème Round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site à l'adresse [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 328 d'Afrobarometer | 14 novembre 2019